

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 03/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



FRESENIUS MEDICAL CARE SMAD

ZI de la Pontchonnière
BP 0106
69591 L ARBRESLE

Références : UDR-CRT-22-178-HD
Code AIOT : 0006103703

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2022 dans l'établissement FRESENIUS MEDICAL CARE SMAD implanté ZI de la Pontchonnière route de Chanade 69210 SAVIGNY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été annoncée le 04/08/2022. Elle vise à contrôler, dans le cadre d'une action régionale, la bonne réalisation des études et contrôles techniques concourant à la prévention du risque d'incendie lié aux installations électriques et à la foudre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRESENIUS MEDICAL CARE SMAD
- ZI de la Pontchonnière route de Chanade 69210 SAVIGNY
- Code AIOT : 0006103703
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société FRESENIUS est autorisée à exploiter son établissement de Savigny dans le cadre de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2005 modifié. L'établissement est classé IED pour ses activités de transformation de plastique.

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de dispositifs médicaux dédiés à la dialyse. Il est constitué de plusieurs unités de fabrications réparties dans plusieurs bâtiments du site, dont notamment des lignes d'assemblage de dialyseurs et de fabrication de fibre polysulfone.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité des installations électriques,
- prévention du risque foudre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
 - si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe les types de suites suivants :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative » incluant des constats de non-conformité et des observations.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Installations des protections : vérification complète	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Susceptible de suite	3 mois
3	Dispositifs de protection : vérification complète	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Susceptible de suite	3 mois
6	Étude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Susceptible de suite	3 mois
7	Carnet de bord	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Susceptible de suite	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Contrôle et maintenance installations électriques	Arrêté Préfectoral modifié du 26/10/2005, Article 2 : 6.1.5	Susceptible de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Vérification visuelle annuelle par un organisme compétent.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans suite administrative
4	Agressions par la foudre : enregistrement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans suite administrative
5	Analyse Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans suite administrative
9	Perte d'alimentation électrique	Arrêté Préfectoral modifié du 26/10/2005, Article 2 : 6.1.5	Sans suite administrative
10	Surveillance et conduite des installations	Arrêté Préfectoral modifié du 26/10/2005, Article 2 : 6.2.2	Sans suite administrative
11	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral modifié du 26/10/2005, Article 2 : 6.2.4	Sans suite administrative

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de mettre en évidence plusieurs non-conformités. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever. En cas de non-respect des demandes et des échéances mentionnées dans le présent rapport, l'inspection proposera une mise en demeure au titre de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations des protections : Vérification complète après installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : <i>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</i>
Constats : L'exploitant n'a pas présenté de rapport de vérification suite à l'installation de son système de protection intervenue en 2014.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : <u>Non-conformité :</u> L'exploitant présente son rapport de vérification faisant suite à l'installation du système de protection contre la foudre et s'assure que l'installation est conforme aux préconisations de la dernière étude technique foudre réalisée. . <u>Délai</u> : 3 mois.

N° 2 : Vérification visuelle annuelle par un organisme compétent.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : <i>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</i>
Constats : L'exploitant présente le rapport de vérification visuelle réalisé par APAVE le 08 avril 2021. Ce rapport met en évidence des non-conformités. L'exploitant présente son système de suivi des non-conformités foudre. Le tableau présenté indique que ces non-conformités ont été traitées. De plus , l'exploitant a présenté une facture de la société Franklin du 15/01/2022 concernant des travaux pour la protection contre la foudre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositifs de protection : vérification complète

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant présente le rapport de la vérification complète réalisé par APAVE le 14 avril 2022. Ce rapport fait état d'une non-conformité : <i>Un parafoudre de type 1 a été installé au TGBT U4 1600. Cependant reprendre le câblage pour respecter la règle des 50cms / voir annexe montage parafoudre.</i> D'après le système de suivi de l'exploitant cette non-conformité a été traitée, cependant l'exploitant n'a pas apporté de preuve attestant de la réalisation des travaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : <u>Non-conformité :</u> L'exploitant justifie de la réalisation des travaux. <u>Délai</u> : 3 mois.

N° 4 : Agressions par la foudre : enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : <i>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</i>
Constats : Le carnet de bord de l'exploitant ne présente pas d'enregistrement d'agression de la foudre. Les deux derniers rapports de vérification de APAVE ne présente pas non plus d'enregistrement d'agression de la foudre. Sur le terrain le contrôle des compteurs foudre ne fait pas état d'agression de la foudre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Analyse Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18.
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : <i>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</i>
Constats : L'exploitant présente une analyse du risque foudre (ARF) et une étude technique réalisées par Tec Foudre le 30 juin 2021. L'ARF identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Étude technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : <i>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</i> <i>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</i> <i>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</i> <i>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</i>
Constats : L'étude technique foudre du 30/06/2021 définit des mesures concernant le dispositif de protection : <ul style="list-style-type: none">- enregistrement dans le carnet de bord des défauts dans le système de protection contre la foudre identifiés lors des vérifications périodiques et des interventions réalisées pour la remise en état- intégration du risque orageux aux procédures d'exploitation du site.- mise en place d'un relevé régulier des compteurs et des parafoudres- L'exploitant n'a pas donné suite à l'ensemble des préconisations de l'étude technique foudre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : <u>Non-conformité :</u> L'exploitant apporte la preuve de la prise en compte des mesures définies dans l'étude technique foudre du 30/06/2021. Il apporte les justifications nécessaires si certaines d'entre elles n'ont pas été mises en œuvre. . <u>Délai</u> : 3 mois.

N° 7 : Carnet de bord

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : <i>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</i>
Constats : Le carnet de bord présenté par l'exploitant n'est pas conforme aux préconisations de l'étude technique foudre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : <u>Non-conformité :</u> L'exploitant modifie son carnet bord selon les préconisations de l'étude technique foudre. <u>Délai</u> : 3 mois.

N° 8 : Contrôle et maintenance installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral modifié du 26/10/2005, Article 2 : 6.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, installations électrique
Prescription contrôlée : <i>Les installations électriques sont conçues, réalisées et contrôlées conformément aux textes et normes en vigueur.</i>
Constats : L'exploitant a transmis les rapports annuels de vérification de ses installations électriques. Par sondage, l'inspection a contrôlé le rapport de vérification des installations électrique de l'unité 12 réalisée par APAVE le 3/12/2021. D'après le dispositif de suivi des non-conformités électriques de l'exploitant, seules 9 des 40 non-conformités identifiées ont été levées. L'inspection constate que plusieurs de ces non-conformités apparaissaient déjà sur le rapport de 2020.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : <u>Non-conformité :</u> L'exploitant corrige l'ensemble des non-conformités identifiées dans les rapports annuels de vérification des installations électriques avant les prochaines visites. Il transmet un rapport de levée des non-conformités. <u>Délai</u> : 3 mois.

N° 9 : Perte d'alimentation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral modifié du 26/10/2005, Article 2 : 6.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, installations électrique
Prescription contrôlée : <i>Alimentation électrique de secours :</i> <i>Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.</i> <i>Il est prévu une alimentation électrique de secours ou de remplacement. En cas de risque aggravé de défaillance de l'alimentation principale, en particulier résultant de conditions météorologiques extrêmes (risque de foudre, températures extrêmes, etc.) on s'assure pour le moins de la disponibilité immédiate de l'alimentation de secours.</i>
Constats : L'exploitant indique que la sirène d'alarme, la détection incendie, le contrôle d'accès sont secourus sur batteries. Le système de sprinklage est quant à lui secouru par un groupe électrogène équipé de batteries pour son démarrage. D'après l'exploitant, ce dispositif de secours est testé régulièrement par une société spécialisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Surveillance et conduite des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral modifié du 26/10/2005, Article 2 : 6.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, installations électrique
Prescription contrôlée : <i>Chaque installation doit pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de nécessité telle que :</i> <ul style="list-style-type: none">• déclenchement des alarmes associées aux systèmes de détection• dérive du procédé au-delà des limites fixées• incident ou accident dans l'unité, dans son environnement ou dans l'établissement. <i>Ce dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité prend en charge les différentes actions nécessaires à cette mise en sécurité de l'installation :</i> <ul style="list-style-type: none">• automatiquement• et/ou par action manuelle sur des commandes de type "coup de poing" déclenchant des séquences automatiques d'arrêt d'urgence ou des actions directes sur les équipements concourant à la mise en sécurité.
Constats : L'inspection a constaté, par sondage sur certains équipements, la présence de commande d'arrêt d'urgence de type "coup de poing" concourant à la mise en sécurité. L'exploitant a présenté son système de supervision avec report d'alarme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral modifié du 26/10/2005, Article 2 : 6.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, installations électrique
Prescription contrôlée : <i>Des consignes écrites, tenues à jour et affichées dans les installations, indiquent les moyens à la disposition des opérateurs (nature, emplacement, mode d'emploi) pour :</i> <ul style="list-style-type: none">• déclencher les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations. Ces consignes précisent également les contraintes spécifiques à chaque installation ou zone concernée définies précédemment.
Constats : L'inspection a constaté, par sondage sur une installation, l'affichage des consignes écrites. L'exploitant a présenté sa fiche réflexe "urgence électrique" et indique que 4 exercices ont été réalisés en 2022 pour tester le dispositif.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet